

Présentation à la Table ronde sur l'Examen de la politique de défense, Toronto, le 20 mai 2016

Par Adam Chapnick

Faire de la fiabilité une pierre angulaire de la politique de défense du Canada

Je suis heureux de pouvoir participer à cette discussion importante. Mes commentaires porteront sur une question de second plan, laquelle mérite toutefois d'être examinée par le ministère de la Défense, à savoir : comment le Canada peut-il se forger une réputation d'allié international fiable, la réaffirmer et la maintenir, sans contrevenir à l'esprit et à la pratique de la démocratie dans le système parlementaire de Westminster?

Autrement dit, comment le gouvernement du Canada peut-il présenter le Canada comme un allié fiable – un élément clé d'une politique de défense efficace, à mon avis – si l'opposition se doit de s'opposer aux politiques présentées par le gouvernement?

Le Canada n'est pas une superpuissance mondiale et rien n'indique qu'il en deviendra une dans un avenir proche. Les contributions du Canada à la paix et à la sécurité internationales sont donc rarement, voire jamais, unilatérales. En conséquence, le volet international de la politique de défense du Canada est généralement, et à juste titre, présenté comme une contribution aux coalitions officieuses et aux alliances officielles.

L'efficacité des coalitions et des alliances dépend en grande partie de la fiabilité des participants. De plus, dans un monde où les défis en matière de défense et de sécurité sont complexes, il est rare qu'un conflit puisse être réglé en quelques semaines ou même quelques mois. Pour réussir, les coalitions et les alliances doivent non seulement élaborer une vision stratégique réaliste, mais la mener à bien.

Cette tâche peut s'avérer particulièrement difficile pour un pays comme le Canada. En effet, il est arrivé trop souvent dans l'histoire de notre pays qu'un gouvernement fédéral s'engage envers un niveau de financement de la défense, une initiative d'approvisionnement ou une mission internationale et que son successeur se rétracte. Ces volte-face envoient un message contradictoire à nos alliés – à savoir que la parole du Canada ne tient que jusqu'à la prochaine élection – et ne nous permettent pas de mettre à profit nos contributions en vue d'obtenir une influence proportionnelle.

En même temps, en tant que démocratie parlementaire dans la tradition du système de Westminster, notre processus politique oblige l'opposition à s'opposer. Après tout, si l'opposition ne demande pas des comptes au gouvernement, qui le fera?

Ces deux forces conflictuelles – une qui demande au Canada de prendre des engagements qui survivront au leadership d'un gouvernement donné, et l'autre qui force les gouvernements en attente à s'opposer aux mesures prises par ceux au pouvoir – mettent Ottawa dans une position inconfortable, surtout en ce qui a trait à la politique étrangère.

Nos alliés en sont venus à la conclusion que notre parole ne vaut pas grand-chose, surtout en période électorale ou lorsqu'un gouvernement minoritaire est au pouvoir.

Pourtant, il existe une solution fondamentalement simple pour défendre nos intérêts nationaux essentiels : inviter l'opposition à participer à la conversation pour assurer une continuité stratégique et créer un sentiment de responsabilité partagée à l'égard de l'avenir du pays. Mais comment l'opposition peut-elle participer à la conversation sur la sécurité nationale sans compromettre sa capacité de s'opposer aux initiatives du gouvernement?

La réponse théorique, c'est de se mettre d'accord sur le « quoi » et de débattre du « comment ». Il faut arriver à un consensus sur les intérêts de défense et de sécurité fondamentaux du Canada – comme l'importance de maintenir une relation stable avec les États-Unis, fondée sur la confiance – tout en préconisant une discussion approfondie sur les détails, tant à la Chambre des communes que sur la place publique. Or, la réalité du contexte national très politisé est beaucoup plus complexe.

Toutefois, à mon avis, si l'Examen de la politique de défense se traduisait par un engagement national largement accepté de positionner le Canada comme un allié fiable, alors nous aurions fait un pas de géant.

Un allié fiable ne participe pas nécessairement à toutes les missions de l'ONU ou de l'OTAN, mais s'il s'engage, il le fait sans restrictions excessives et il reste engagé jusqu'à ce qu'une décision collective soit prise d'y mettre fin.

Un allié fiable n'alloue pas forcément 2 % de son PIB à la défense, mais lorsqu'il s'engage à faire un achat, surtout un achat qui favorise l'interopérabilité avec ses alliés, il ne fait pas volte-face, quel que soit le contexte fiscal ou le parti politique au pouvoir.

Un allié fiable n'est pas obligatoirement d'accord avec toutes les décisions prises par ses partenaires, mais il trouve le moyen d'exprimer son désaccord sans compromettre l'intégrité à long terme de ses alliances.

En résumé, il me semble que trouver un moyen d'établir et de maintenir une réputation de membre fiable de l'alliance et de contributeur à la paix et à la sécurité mondiales est la clé de l'efficacité future de la politique de défense du Canada, et par extension des Forces armées canadiennes.

Compte tenu du contexte politique contemporain, ce ne sera pas une tâche facile, mais si nous ne le faisons pas, nous risquons de compromettre la promotion des intérêts du Canada, aujourd'hui et à l'avenir.